

Sanitaire, médico social et social associatif

CC66 - CC51 - CHRS - CLCC - Croix rouge

**Pour une
convention
collective
commune
de haut niveau !**



Fédération SUD Santé Sociaux
Union syndicale SOLIDAIRES

Juin 2014



Sommaire :

Introduction	p3
Salaire	
- Dispositions générales	p4
- Principes fondamentaux	p5
Retraite	p5
Grille unique des salaires	p6
Emploi	p8
Formation continue	p9
Organisation du temps de travail	p9
Une convention collective commune de haut niveau pour la Branche des Associations Sanitaires et Sociales - BASS	p10



**Fédération
SUD Santé-Sociaux**

70 rue Philippe de Girard
75018 - Paris

Tel : 01 40 33 85 00

Fax : 01 43 49 28 67

Site internet : www.sudsantesociaux.org



Cette brochure synthétise notre projet de Convention Collective Commune, l'intégralité de celle-ci est consultable sur le site de la Fédération : www.sudsantesociaux.org



Depuis le congrès du Cap d'Agde en 2000, la fédération SUD Santé Sociaux s'est prononcée pour une convention collective de haut niveau de la branche des associations sanitaires et sociales, première étape vers une intégration dans un grand service public sanitaire, médico social et social.



Il est important de notre point de vue que les salarié-e-s qui exercent les mêmes métiers et qui exercent les mêmes missions sanitaires, médico sociales et sociales puissent disposer d'un socle conventionnel et d'un statut commun.

La formule « à qualification égale, salaire égal » prend tout son sens.

Cette unification conventionnelle doit permettre à un-e salarié-e de changer d'entreprise sans perdre des droits ni du salaire, de faire reconnaître son expérience (l'ancienneté) sans subir de préjudices, de pouvoir accéder à des formations qualifiantes et personnelles qui peuvent lui permettre d'évoluer professionnellement et dans sa vie.

Un seule convention collective étendue pour 700 000 salariés-e-s, c'est aussi la garantie de pouvoir défendre plus efficacement les acquis conventionnels et les niveaux de rémunération.

Les éléments qui suivent sont le socle du projet de convention pour la BASS que porte la fédération SUD Santé Sociaux... Et en premier lieu, sa grille unique des salaires, avec un salaire minimum à 1700 Euro net.





**CONVENTIONS MENACEES,
RESISTANCE!**



Le salaire :

La fédération SUD Santé Sociaux propose un projet offensif sur les salaires avec une grille unique comprenant 10 niveaux de classement des emplois.

Le salaire minimum est porté à 1700 € net par mois et la structure du salaire inclut les dispositions générales et les principes fondamentaux suivants :

Dispositions générales :

- Tout-e salarié-e est classé-e dans la grille de rémunération au coefficient d'entrée correspondant au diplôme requis, au poste occupé et au niveau de qualification exigé et reconnu ;
- Pour tout recrutement, les expériences et les diplômes professionnels sont pris en compte et l'ancienneté est reprise en totalité, quels que soient les secteurs d'activités antérieurs ;
- Tou-te-s les salarié-e-s bénéficient d'une progression linéaire de leur rémunération identique pour tous les niveaux, sous forme d'un avancement tous les ans ;
- Les indemnités de sujétions particulières (travail de nuit, dimanches et fériés, transferts...) s'appliquent de droit à tou-te-s les salarié-e-s soumis à ces sujétions ;
- La rémunération mensuelle pour tou-te-s les salarié-e-s est calculée sur la base de 35 h par semaine.



Principes fondamentaux :

- Aucune part variable de salaire introduisant l'individualisation des rémunérations ;
- La reconnaissance de l'expérience (l'ancienneté) est concrétisée par une somme forfaitaire commune à toutes les catégories, révisable annuellement dans le cadre des négociations salariales de la CNP (Commission Nationale Paritaire) ;
- La progression dans l'ancienneté est linéaire de la première année jusqu'à l'âge de départ à la retraite sur la base de 45 € mensuel par an, révisable dans le cadre des Commissions Nationales Paritaires ;
- Revalorisation des indices d'entrée et salaire minimum à 1700 € net afin de réduire significativement les écarts salariaux. Les salaires sont indexés sur l'évolution du SMIC.

RETRAITE

La Fédération SUD Santé Sociaux revendique le retour du droit à la retraite à 60 ans, sans décôte, sur la base de 37,5 annuités de cotisations.

Indemnité de départ à la retraite égale à 6 mois de salaire après 25 ans de carrière.



Grille unique des salaires

1700 euro net mensuel

déroulement de carrière													niveau de recrutement	salaire brut mensuel
1													personnel non qualifié N VI	2228
2														2273
3	1												si formation qualifiante N VI+	2318
4	2													2363
5	3	1											personnel qualifié N V	2408
6	4	2												2453
7	5	3	1										personnel N V+	2498
8	6	4	2											2543
9	7	5	3											2588
10	8	6	4											2633
11	9	7	5	1									personnel N IV	2678
12	10	8	6	2										2723
13	11	9	7	3										2768
14	12	10	8	4										2813
15	13	11	9	5	1								personnel N III	2858
16	14	12	10	6	2									2903
17	15	13	11	7	3	1							personnel N III+	2948
18	16	14	12	8	4	2								2993
19	17	15	13	9	5	3								3038
20	18	16	14	10	6	4								3083
21	19	17	15	11	7	5								3128
22	20	18	16	12	8	6								3173
23	21	19	17	13	9	7								3218
24	22	20	18	14	10	8								3263
25	23	21	19	15	11	9								3308
26	24	22	20	16	12	10								3353
27	25	23	21	17	13	11	1						cadre niveau 1	3398
28	26	24	22	18	14	12	2							3443
29	27	25	23	19	15	13	3							3488
30	28	26	24	20	16	14	4							3533
31	29	27	25	21	17	15	5	1					cadre niveau 2	3578
32	30	28	26	22	18	16	6	2						3623
33	31	29	27	23	19	17	7	3						3668
34	32	30	28	24	20	18	8	4						3713
35	33	31	29	25	21	19	9	5	1				cadre niveau 3	3758
36	34	32	30	26	22	20	10	6	2					3803
37	35	33	31	27	23	21	11	7	3					3848
	36	34	32	28	24	22	12	8	4					3893
	37	35	33	29	25	23	13	9	5	1			cadre niveau sup 1	3938
		36	34	30	26	24	14	10	6	2				3983
		37	35	31	27	25	15	11	7	3				4028
			36	32	28	26	16	12	8	4				4073
			37	33	29	27	17	13	9	5	1		cadre niveau sup 2	4118
				34	30	28	18	14	10	6	2			4163

Suite >>>

linéaire et sans barrage

Suite >>>

													niveau de recrutement	salaire brut mensuel
				35	31	29	19	15	11	7	3	1	cadre niveau sup 3	4208
				36	32	30	20	16	12	8	4	2		4253
				37	33	31	21	17	13	9	5	3		4298
					34	32	22	18	14	10	6	4		4343
					35	33	23	19	15	11	7	5		4388
					36	34	24	20	16	12	8	6		4433
					37	35	25	21	17	13	9	7		4478
						36	26	22	18	14	10	8		4523
						37	27	23	19	15	11	9	directeurs généraux	4568
							28	24	20	16	12	10	2	4613
							29	25	21	17	13	11	3	4658
							30	26	22	18	14	12	4	4703
							31	27	23	19	15	13	5	4748
							32	28	24	20	16	14	6	4793
							33	29	25	21	17	15	7	4838
							34	30	26	22	18	16	8	4883
							35	31	27	23	19	17	9	4928
							36	32	28	24	20	18	10	4973
							37	33	29	25	21	19	11	5018
								34	30	26	22	20	12	5063
								35	31	27	23	21	13	5108
								36	32	28	24	22	14	5153
								37	33	29	25	23	15	5198
									34	30	26	24	16	5243
									35	31	27	25	17	5288
									36	32	28	26	18	5333
									37	33	29	27	19	5378
										34	30	28	20	5423
										35	31	29	21	5468
										36	32	30	22	5513
										37	33	31	23	5558
											34	32	24	5603
											35	33	25	5648
											36	34	26	5693
											37	35	27	5738
												36	28	5783
												37	29	5828
													30	5873
													31	5918
													32	5963
													33	6008
													34	6053
													35	6098
													36	6143
													37	6188

L'emploi :

- Le droit commun est le contrat en CDI à temps complet ou à temps partiel choisi ;
- Recours à des Contrats à Durée Déterminée (CDD) uniquement pour des remplacements temporaires de personnels titulaires ;
- Le recrutement des personnels se fait seulement après avis des IRP (représentants du personnel) en donnant une priorité interne à l'entreprise ;
- Reprise à 100% de l'ancienneté en CDI comme en CDD pour les salarié-e-s ayant les diplômes ou les qualifications requises ;
- Période d'essai d'un mois pour les non cadres et de 3 mois non renouvelables pour les cadres ;
- Retour à l'autorisation administrative pour tout licenciement, et pas de licenciement dans le cadre d'une procédure judiciaire en cours.



Formation continue :

- La Formation Professionnelle Continue se fait sans pertes de salaire et de droits.
- Il faut une formation systématique pour les personnels « faisant fonction » qui soit prise sur le budget de l'établissement comme pour les formations d'adaptation et de perfectionnement dans l'emploi.
- Les formations personnelles sont, elles, prises en charge par le Plan de Formation de l'entreprise.
- Toutes les formations sont effectuées sur le temps de travail avec remplacement des salarié-e-s en formation.



Organisation du temps de travail

- Le temps de travail est porté à 32 h par semaine et à 30 h pour le travail de nuit avec embauches correspondantes.
- La notion de temps de travail effectif est élargie et les heures supplémentaires doivent toutes faire l'objet d'une récupération ou d'un paiement majoré.
- La durée quotidienne de travail ne peut excéder 8 h le jour et 10 h la nuit.
- Les modifications de plannings ne peuvent intervenir qu'avec un délai de prévenance de 15 jours.
- L'amplitude de travail ne peut excéder 10h30. Chaque journée de travail ouvre droit à 12 h de repos quotidien.
- En plus des congés annuels, tous les personnels bénéficient de 6 jours ouvrés par trimestre. Les congés annuels supplémentaires d'ancienneté doivent être accordés par tranche d'âge : 2 jours pour les 30/39 ans, 4 jours pour les 40/49 ans, et 6 jours pour les personnes de plus de 50 ans.
- Deux à cinq jours de congés exceptionnels doivent être accordés pour événements familiaux.

Une Convention Collective Commune de haut niveau Pour la Branche des Associations Sanitaires et Sociales - BASS !

Depuis le vote des lois 2002-2 et HPST (Hôpital, Patients, Santé et Territoires) les politiques de « maîtrise comptable » et de réduction des dépenses sanitaires et sociales s'accroissent...

« **Faire des économies en étant plus efficient** » répètent à l'envi les gouvernements successifs, ce qui signifie : travailler plus, « produire » plus avec moins de moyens. Ouvrir l'ensemble du secteur à la concurrence « libre et non faussée », telle est leur perspective.

Face aux « exigences du marché », le gouvernement comme les patrons du secteur sanitaire, médico-social et social n'ont qu'un seul objectif : **diminuer le coût du travail !**

Pour cela ils baissent les salaires, suppriment des postes, en déqualifient d'autres, précarisent les emplois, cassent les accords ARTT et les Conventions Collectives... Mais aussi restructurent, fusionnent pour être plus rentables, au mépris des conditions de travail des personnels et des conditions de prises en charge des populations.

Les équipes de travail s'échinent au quotidien, dans des conditions de plus en plus difficiles d'accueil et de sécurité, à soigner, éduquer, accompagner, en maintenant, autant que faire se peut, une qualité de prises en charge décente des patient-e-s et des usager-e-s.

La santé des salarié-e-s du secteur se dégrade, les arrêts de travail pour usure professionnelle sont de plus en plus nombreux. Les collectifs de travail s'étiolent. Avec la perte du sens du travail, le sentiment de travail bâclé, l'isolement et le repli sur soi s'installent.



OSONS DIRE NON !



L'urgence est à la mobilisation !

Face à l'austérité généralisée, à la dictature des « marchés », la Fédération SUD Santé Sociaux propose à travers cette Convention Collective Commune de branche, un projet ambitieux qui se situe aux antipodes de l'individualisation, de la baisse des salaires, de la suppression des jours RTT, de la perte des acquis conventionnels.

Il n'est plus possible de continuer à lutter établissement par établissement, convention par convention. Il est urgent de construire dans l'unité un mouvement rassemblant l'ensemble des salarié-e-s de la Branche, pour imposer une autre conception du travail sanitaire et social, dans un cadre nouveau, celui d'une **Convention Collective Commune de haut niveau** reconnaissant les métiers du sanitaire et du social.

Cette brochure a pour ambition de devenir un outil de débat. Si elle contribue à la construction d'un véritable rapport de force pour faire avancer les revendications des salarié-e-s de la BASS et battre en brèche la « marchandisation » des activités sanitaires et sociales, l'objectif de SUD Santé Sociaux sera atteint.

**La santé n'a pas de prix !
Le social et le médico social ne sont pas à vendre !**



Fédération SUD Santé Sociaux



70, rue Philippe de Girard 75018 PARIS
Tel : 01 40 33 85 00 - Fax : 01 43 49 28 67
Courriel : contact@sudsantesociaux.org
Site : www.sudsantesociaux.org

